

LA FIN DE L'AUTOCEUSURE

LE 27 JANVIER 2011 JOHN R. MACARTHUR

Selon John R. MacArthur, éditeur de Harper's Magazine, Wikileaks force les medias comme le New York Times à ne plus choisir l'autocensure quand ils ont entre leurs mains une information importante pour le peuple américain.

J'avoue n'avoir pas été étonné d'apprendre, grâce à Julian Assange et à sa source dans la bureaucratie fédérale américaine, que le roi de l'Arabie saoudite souhaitait voir l'Amérique «couper la tête du serpent» iranien avec des frappes violentes contre son projet nucléaire. Il y a longtemps que l'on connaît la crainte d'Abdallah al-Saud à l'égard de son ambitieux rival iranien, Mahmoud Ahmadinejad. Aucune personne suivant de près la politique du Proche-Orient ne serait choquée de la candeur de ce puissant chef arabe, si à l'aise avec ses amis américains qu'il n'hésite pas à leur demander d'entreprendre une troisième guerre dans une région où — il faut le dire — les États-Unis n'ont pas brillé ces derniers temps.



En revanche, j'étais vraiment surpris par la colère d'un copain exprimée le mois dernier dans le vestiaire du YMCA, outré non par la possibilité d'une Amérique déclenchant une autre guerre potentiellement catastrophique — encouragée par une famille royale grotesquement riche, autocratique dans sa politique intérieure et extrémiste dans son interprétation du Coran —, mais plutôt par les fuites «indiscriminées» de WikiLeaks. Selon mon ami, normalement de gauche et agrégé d'un doctorat de Princeton en littérature française, un «gouvernement ne peut pas fonctionner» sans pouvoir garder des secrets. Un gouvernement, que ce soit celui de l'Amérique ou celui des princes pétroliers de Riyad, doit pouvoir travailler en privé pour maintenir la confiance, voire la paix, entre nations.

En cela, mon copain de gauche tenait exactement la position d'Hillary Clinton, faucon centriste et anti-iranien, qui a dénoncé la dernière fuite de WikiLeaks, disant que «de voler des documents confidentiels et les publier sans tenir compte des conséquences ne sert à personne». C'est sûr que ça ne sert pas à la secrétaire d'État américaine ou à l'Arabie saoudite, mais Clinton a aussi parlé d'une menace contre la paix posée par la révélation des désirs meurtriers du roi Abdallah contre l'Iran: «Il n'y a rien de louable, rien de courageux à saboter des relations pacifiques, dont dépend notre sécurité commune.»

L'importance et la nécessité d'avoir un peuple informé.

Pris au piège dans ma tenue d'après-basket, les cheveux toujours dégoulinants, j'ai fait de mon mieux pour riposter au nom de la liberté. Ma réponse, toutefois, a manqué de perspective historique qui aurait pu corriger la méconnaissance de mon ami au sujet de son propre pays. Déjà, il avait oublié (comme notre chef de la diplomatie qui parle de câbles diplomatiques comme étant des biens privés) qu'en Amérique, contrairement à l'Arabie saoudite, le peuple est souverain — qu'il n'existe pas de gouvernement juridiquement distinct des citoyens.

Les érudits se disputent depuis toujours sur l'étendue de la souveraineté populaire, mais on ne peut pas esquiver la première phrase de la Constitution, «We the People of the United States...». En 1765, bien avant la révolution américaine, **John Adams**, l'un des pères fondateurs, a prononcé le plus éloquent sommaire de notre histoire sur l'importance et la nécessité d'avoir un peuple informé:



La liberté ne peut pas être préservée sans une connaissance générale parmi le peuple... Ils ont un droit, un droit incontestable, inaliénable, irréversible, un droit divin à ce plus redoutable et enviable genre de connaissance, je veux dire des caractères et de la conduite de leurs dirigeants.



Cela dit, du côté pratique, est-ce que Hillary Clinton et mon ami auraient raison de soutenir que les révélations de WikiLeaks entravent sérieusement les relations entre l'Amérique et ses alliés?

Remontons en 1971 à l'affaire de **Daniel Ellsberg**, le Julien Assange de l'époque. Lorsque le New York Times et le Washington Post ont publié des extraits, fournis par Ellsberg, de l'histoire secrète de la guerre au Vietnam commanditée par Robert McNamara, secrétaire de la Défense dans l'administration Johnson — un lamentable récit de mensonges et d'échecs cachés au grand public —, Ellsberg a été l'objet d'accusations de crimes et de trahisons encore plus violentes que celles lancées contre Assange.

Mais, en fin de compte, et c'est Ellsberg lui-même qui me l'a affirmé, son défi spectaculaire n'a pas accéléré la retraite des troupes américaines d'un pouce. En tout cas, les alliés de l'Amérique dans la guerre froide contre l'Union soviétique lui sont restés fidèles, et l'Amérique a continué son agression contre la gauche marxiste, là où ses intérêts se trouvaient menacés. La publication des «Pentagon Papers» et l'humiliation de l'armée américaine au Vietnam n'ont pas, par exemple, empêché Richard Nixon et Henry Kissinger d'encourager le coup d'État contre le président marxiste Salvador Allende au Chili en 1973. Parallèlement, il n'y a aucune indication que la publication des fuites de WikiLeaks par le New York Times au sujet de la guerre qui pourrait en Afghanistan va accélérer la retraite des forces militaires des États-Unis, pas plus que celles du Canada, de la France, et de l'Allemagne, où l'opposition populaire contre la guerre est plus forte qu'en Amérique.

le «peuple souverain» a appris la vérité à la Une du Times

En fait, le grand changement provoqué par WikiLeaks et la Toile mondiale se présente dans les relations entre médias traditionnels et gouvernements. En 2004, pas longtemps avant l'élection Bush-Kerry, un journaliste du New York Times, James Risen, a obtenu un énorme scoop: l'administration Bush, gonflée d'arrogance par le 11-Septembre et l'invasion de l'Irak, avait autorisé des écoutes illégales par l'Agence nationale de sécurité de nombreuses conversations de téléphones privées.

Au lieu de publier ces informations capitales, qui auraient pu faire basculer l'élection en faveur de Kerry, le directeur et le rédacteur en chef du Times se sont pliés à la demande de la Maison-Blanche de conserver un secret d'État prétendument essentiel dans la lutte antiterroriste; au fond, c'était la même logique employée par Hillary Clinton contre WikiLeaks. Plus d'un an après, le «peuple souverain» a appris la vérité à la une du Times, largement parce que Risen allait la dévoiler dans un livre.

En octobre 2004, il n'y avait pas de WikiLeaks auquel la source de Risen aurait pu faire appel. Aujourd'hui, je pense que le New York Times ne pourrait choisir l'autocensure.

—

Article initialement publié sur Le Devoir.com

Crédit photo flickr CC : **Wallyg / Stian Eikeland** /

Les tweets qui mentionnent La fin de l'autocensure » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 27 janvier 2011 - 10:36

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par Nicolas Voisin, Maxime L., Bruno Raymond, Ripit00, Petit Louis et des autres. Petit Louis a dit: RT @owni: [#owni] La fin de l'autocensure <http://goo.gl/fb/FPuPu> [...]